

Mais comme je l'ai fait observer en février à Montréal, un mur divisant l'Europe ne peut être remplacé par un mur entourant l'Europe. Deux blocs imperméables ne peuvent être remplacés par un nouveau bloc qui serait moins ouvert au dialogue et à la coopération qu'il ne l'est aujourd'hui, que ce soit sur les questions politiques, de commerce ou de sécurité. La nouvelle Europe doit être une Europe ouverte, tant vis à vis de l'Ouest que de l'Est.

Le Canada suit avec un intérêt particulier l'évolution d'une Europe ouverte et unie. Il va de soi que nous ne sommes pas membres de la Communauté européenne, pas plus que nous n'exerçons un pouvoir de nature à la rendre davantage sensible à nos préoccupations. Mais nous sommes des commerçants. Et nous portons un vif intérêt aux questions de politique étrangère qui ont plus que jamais trait à la coopération politique européenne.

C'est pour cette raison que le Canada propose maintenant une nouvelle phase dans l'évolution des relations politiques qu'il entretient avec la Communauté européenne. Cette relation devrait être plus constante et davantage institutionnalisée. Nous proposons à cette fin que le Premier ministre du Canada et le Président du Conseil de l'Europe se rencontrent à intervalles réguliers. À cela devraient s'ajouter, également à intervalles réguliers, des discussions en profondeur entre le ministre des Affaires extérieures du Canada et son homologue de chacune des présidences. Il devrait aussi y avoir entre fonctionnaires canadiens et experts de la CE des rencontres régulières portant sur des questions d'intérêt commun. Nous estimons en outre qu'il serait utile de nous faire mutuellement part de nos priorités au début de chaque présidence, de manière à établir l'ordre du jour de la période à venir.

Enfin, j'ai trouvé très intéressante la proposition que m'a faite le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne de l'Ouest, M. Genscher, d'une Déclaration CEE-Amérique du Nord qui viendrait confirmer les principes que nous partageons et notre intérêt commun à l'égard de l'ouverture et d'une plus grande coopération. Une réaffirmation générale de la relation transatlantique serait certainement utile.

Dans le domaine du commerce, le défi est de taille. Le gouvernement a déjà fait connaître la stratégie qu'il a élaborée pour aider l'industrie canadienne à être à la hauteur des possibilités et des exigences que le Marché européen unique de 1992 entraînera pour tous les commerçants. Cependant, je crois aussi qu'il y aurait peut-être lieu, à la conclusion de l'Uruguay Round des négociations commerciales, d'examiner l'opportunité d'un arrangement formel de libéralisation du commerce entre le Canada et la CEE, qui pourrait inclure les États-Unis - ou même d'autres membres de l'OCDE.

J'aborderai maintenant, brièvement, un dossier qui est au centre de l'évolution de l'Europe : l'unification de l'Allemagne. La mesure dans laquelle cette union historique se fera sans heurt et sans amertume déterminera le schéma à venir des relations européennes.